



Le Fonds Mondial pour la Nature, WWF, dénoncé pour violations des Droits de l'Homme - Les fuites de l'ONG du panda

Par [Página 12](#)

Mondialisation.ca, 09 mars 2019

[Pagina 12](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Des documents internes de WWF parlent de sa participation à une opération de vente d'armes et d'avoir agi en tant que « centre mondial d'espionnage, organisant, finançant et gérant des réseaux d'espionnage » dans des communautés indigènes.

Les dénonciations de violations des droits de l'homme par le *Fonds Mondial pour la Nature* (WWF), l'organisation conservacionniste dont la branche argentine est la Fundación Vida Silvestre, se multiplient. La version anglaise de BuzzFeed a publié cette semaine [un rapport détaillé](#) qui a été repris par de grands journaux en Angleterre, aux États-Unis et en Europe, et qui révèle des abus commis par des gardes forestiers financés par WWF. Le Parlement britannique a lancé une enquête pour déterminer s'il continuait de financer l'organisation.

L'équipe anglaise de journalistes a déclaré :

« L'ONG avec le logo bien-aimé du panda finance, équipe et collabore directement avec les forces paramilitaires qui ont été accusées de battre, torturer, violer et tuer dans différentes parties du monde » .

Des documents internes de WWF parlent de sa participation à une opération de vente d'armes et d'avoir agi comme « centre mondial d'espionnage, organisant, finançant et gérant des réseaux d'espionnage » dans des communautés indigènes. La création de parcs nationaux peut parfois être un moyen d'avancer sur des territoires pas encore « conquis », un colonialisme vert.

WWF a actuellement son siège en Suisse et emploie 2500 personnes dans 80 bureaux à travers le monde. Il gère environ 150 millions d'euros. Il a été fondé en 1961 dans le but d'assurer « l'intégrité écologique des écosystèmes prioritaires ». Il a été promu par le biologiste Julian Huxley, frère d'Aldous, l'auteur de « *Un Monde Heureux* ». Le premier président fut le Prince Bernard de Hollande, qui avait auparavant fait partie des SS.

Le Prince Bernard a créé un espace de magnats, « Le club des 1001 », pour financer l'organisation, dont faisaient partie les frères Rockefeller, Henry Ford ou des représentants de Barrick Gold, Nokia ou IBM. Parmi ceux qui ont dirigé l'organisation ou en ont été membres d'honneur, on trouve également le roi Juan Carlos (qui a découvert la chasse aux éléphants) et le mari de la Reine Elizabeth, le Prince Philippe de Grande-Bretagne (qui a écrit dans son livre « *Si j'étais un animal* » que dans une autre vie il voudrait « revenir

comme un virus mortel, pour contribuer à résoudre la surpopulation«).

En 2012, le journaliste allemand Wilfred Huismann a publié le livre « *Panda Leaks* ». Il y consacre un chapitre à l'Argentine : l'un des membres du club d'honneur de WWF a été l'un des fondateurs de la *Fundación Vida Silvestre Argentina* (FDVA), l'ancien ministre de l'économie de la dictature de José Martínez de Oz. Huismann déclare également que la FDVA est fonctionnelle à la subdivision du territoire :

« Monsanto a créé un modèle agricole prédominant en Argentine et WWF à travers la FDVA s'efforce de le rendre socialement acceptable » .



La FDVA a de l'influence dans le gouvernement de Mauricio Macri. L'actuel sous-secrétaire à la politique environnementale, au changement climatique et au développement durable du portefeuille dirigé par le rabbin Sergio Bergman est Diego Moreno, ancien directeur général du FDVA. Et Javier Corcuera, un autre ancien directeur du FDVA, a été président de l'Agence de protection de l'environnement de la ville de Buenos Aires et secrétaire de l'environnement de la municipalité de Pilar. Il n'occupe actuellement aucun poste au sein du gouvernement, après avoir été dénoncé pour harcèlement et mauvais traitements.

L'une des controverses entourant WWF est son rôle dans la création du parc national de Messok Dja au Congo : un territoire ancestral habité par une tribu, le peuple Baka, qui subit les pressions des gardes forestiers financés par WWF pour quitter le parc. Plus de 200 cas de violations des droits de l'homme ont été enregistrés dans les trois pays du bassin du Congo.

Selon Stephen Corry, directeur de Survival International (une organisation dédiée à la défense des peuples indigènes), WWF a besoin d'un changement d'orientation large et radical :

« Il doit cesser de travailler dans des zones où il n'a pas le consentement de la population locale, indemniser ses victimes, renvoyer les responsables et mettre son argent et ses vastes ressources au service des peuples indigènes, qui sont les meilleurs défenseurs de la nature et de l'environnement » .

Selon l'ONU, les terres et les eaux indigènes représentent 80 % de la biodiversité mondiale.

WWF a répondu mardi qu'il ouvrirait une enquête sur les révélations selon lesquelles les gardes qu'il finance ont torturé et tué des gens, bien que BuzzFeed ait révélé que WWF avait déjà commandé une enquête similaire il y a quatre ans et qu'il avait ensuite dissimulé les résultats. Pour mener l'enquête, les conservateurs ont maintenant engagé le cabinet d'avocats de Kingsly Naply, un spécialiste de la « gestion de la réputation » qui conseille les clients :

« Répondre de manière complète aux questions n'est pas toujours la meilleure stratégie » .

WWF le sait depuis le début : son logo est une demi-vérité. Le panda qui les a inspirés n'était pas un animal libre et sauvage : il s'appelait Chi-Chi et vivait au zoo de Londres.

Article original en espagnol : [Denuncian por violaciones a los DD.HH. al Fondo Mundial para la Naturaleza, WWF - Las filtraciones de la ONG del oso panda](#)

Traduit par Pascal, revu par Martha pour [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Pagina 12](#)

Copyright © [Página 12](#), [Pagina 12](#), 2019

Articles Par : [Página 12](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca